



MONTRÉAL

1180, rue Drummond
Bureau 620
Montréal (Québec) H3G 2S1
T 514 878-9825

QUÉBEC

3340, rue de La Pérade
4^e étage
Québec (Québec) G1X 2L7
T 418 687-8025

OPINION PUBLIQUE SUR LES NÉGOCIATIONS COLLECTIVES DANS LES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC

PRINCIPAUX CONSTATS

PRÉSENTÉS AU MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Méthodologie. Ce sondage a été mené en ligne les 13 et 14 décembre 2023 auprès de 1 013 adultes québécois. L'échantillon est tiré principalement du panel Or de SOM, lequel est constitué d'internautes recrutés de façon aléatoire par téléphone fixe et cellulaire (échantillon probabiliste). Une partie de l'échantillon provient aussi d'un panel externe. Les données ont été pondérées pour refléter au mieux les caractéristiques de la population selon l'âge, le genre, la langue maternelle, la scolarité, la taille du ménage, la présence d'enfants de moins de 18 ans et la région.

La population continue d'appuyer les syndicats dans leurs revendications et leurs moyens de pression, mais le « point de bascule » est proche

- Actuellement, la moitié des Québécois considèrent l'offre globale du gouvernement du Québec aux employés de l'État comme étant **trop basse** (26 % beaucoup trop basse, 25 % un peu trop basse). On remarque toutefois que 32 % l'estiment déjà « correcte », une proportion qui monte à 39 % lorsqu'on exclut les personnes dont un membre du foyer fait partie des syndiqués en grève ou en moyens de pression. Ainsi, **une majoration de l'offre gouvernementale, même faible, pourrait faire basculer l'opinion majoritaire vers une offre jugée « correcte »**.
- D'un côté, quatre Québécois sur dix (41 %) sont d'avis que les syndicats devraient rester en grève jusqu'à ce qu'ils obtiennent ce qu'ils demandent. De l'autre côté, 53 % souhaitent la fin de la grève, que ce soit en poursuivant la négociation (34 %) ou non (19 %). Le portrait est similaire pour les grèves dans les écoles (45 % disent que les grèves devraient continuer aussi longtemps qu'il le faut; 49 % souhaitent la fin de la grève). **Les avis sont donc très partagés, mais considérant que la balance penche déjà légèrement en faveur de la fin de la grève, l'usure et les inconvénients vécus par la population pourraient avantager le gouvernement à court terme.**
- Fait à noter, **les parents d'enfants mineurs et ceux qui ont des enfants à l'école publique penchent de façon un peu plus marquée pour la partie syndicale**. C'est également le cas des gens qui suivent le dossier de près, des universitaires, des jeunes de 18-34 ans et des femmes. Ainsi, **les gens plus directement touchés par la grève en voient encore la pertinence, un élément à prendre en considération dans les communications.**

Les Québécois sont favorables à la flexibilité demandée par le gouvernement Legault

- Huit Québécois sur dix seraient d'accord pour **offrir des conditions de travail différenciées** aux employés de l'État (augmentations salariales plus importantes à certains sous-groupes, comme les infirmières de nuit ou qui travaillent en région). Les jeunes sont beaucoup moins enthousiastes (18-34 ans : 67 %) que leurs aînés (55 ans ou plus : 89 %), y voyant peut-être un risque de « clause orphelin ».
- La moitié de la population appuie la demande de flexibilité du gouvernement en matière d'organisation du travail (ex. : gestion des horaires, mobilité du personnel). Considérant qu'il y a 10 % d'indécis pour cette question (et donc 38 % de réponses négatives), **le gouvernement gagnerait probablement à mieux expliquer à la population la nature et les bénéfices de cette demande.**
- Enfin, quatre personnes sur dix adhèrent à l'idée que **la bonification de l'offre gouvernementale devrait être conditionnelle à une flexibilité accrue des syndicats**. Il s'agit de l'option qui rallie le plus grand nombre parmi les choix proposés.